

tère; d'autres rencontres sont prévues et nous allons faire tout en notre possible pour trouver des emplois aux gens qui seront mis à pied, soit dans la région ou soit dans la localité même.

[Traduction]

L'AGRICULTURE

L'EXPORTATION DE DINDES AMÉRICAINES SUR LE MARCHÉ CANADIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. N. Ormiston (Melville): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre de l'Agriculture, mais il est absent. Son secrétaire parlementaire pourrait peut-être la tenir pour préavis? Quelles mesures le ministre prend-il pour empêcher que le marché canadien soit inondé de dindes américaines offertes à des prix auxquels nos producteurs canadiens ne peuvent faire concurrence?

M. Bruce S. Beer (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): Je remercie le député de sa question, que je signalerai au ministre.

LA DÉFENSE NATIONALE

LA RÉDUCTION DES DÉPENSES PAR LE RAPATRIEMENT DE NOS FORCES ARMÉES EN EUROPE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Andrew Brewin (Greenwood): Ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Ce dernier a-t-il donné à entendre à son collègue, le ministre des Finances, qu'un bon moyen de réduire considérablement les dépenses du gouvernement et d'économiser des dizaines et peut-être des centaines de millions de dollars serait de rapatrier notre brigade de l'armée et notre division aérienne d'Europe?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député ne peut poser de questions sur les rapports entre les membres du cabinet.

M. Brewin: Puis-je formuler ma question autrement, monsieur l'Orateur? Afin d'aider le ministre des Finances à réduire les dépenses du gouvernement, le ministre a-t-il proposé le rapatriement de notre brigade de l'armée et de notre division aérienne en Europe, ce qui permettrait d'économiser des dizaines et peut-être des centaines de millions de dollars?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Non, monsieur l'Orateur, car c'est une idée que je n'admets pas.

[L'hon. M. Marchand.]

LA COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LA SÉCURITÉ

LA PRÉSENTATION D'UN RAPPORT

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. E. D. Fulton (Kamloops): Monsieur l'Orateur, en l'absence du premier ministre, puis-je poser une question au ministre de la Justice? Nous dirait-il quand nous pouvons compter obtenir un rapport de la Commission royale d'enquête sur les méthodes de sécurité au Canada?

L'hon. L. T. Pennell (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, on me permettra peut-être de répondre à cette question. Sauf erreur, nous ne devons pas attendre de rapport avant le milieu de l'an prochain, sinon plus tard.

L'hon. M. Fulton: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Comme la Commission a été établie en novembre dernier, le ministre pourrait-il nous dire si elle a fini d'entendre des témoignages?

L'hon. M. Pennell: Je regrette, monsieur l'Orateur, mais je ne puis renseigner le député sur ce point. La Commission, naturellement, détermine elle-même sa propre procédure. Ma comparution devant elle comme témoin remonte à quelque temps déjà. J'avais alors cru comprendre qu'elle ne prévoyait pas terminer son rapport avant 1968.

M. l'Orateur: Le député de Royal a la parole.

M. Fairweather: Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au...

L'hon. M. Fulton: Monsieur l'Orateur, le ministre de la Justice voulait, je pense, ajouter un commentaire à la réponse du solliciteur général.

M. l'Orateur: Le ministre a-t-il une réponse complémentaire? (*Exclamations*)

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

COLOMBIE-BRITANNIQUE—ACCUSÉE HYPNOTISÉE DEVANT UN TRIBUNAL

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. P.-E. Trudeau (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, j'allais dire: «pendant que je suis debout», mais je devrais plutôt dire: «tandis que je marche sur le pied du solliciteur général.» Je voudrais répondre